

APARTHEID ET ANTI-COMMUNISME

Les gentlemen du Cercle Pinay



Dans les années 70 et 80, un groupe informel de dirigeants des services secrets occidentaux se réunissait autour de l'ancien président du Conseil français, Antoine Pinay. Ce Cercle disposait de contacts avec les think tanks de l'époque et d'entrées dans la presse. Il organisa des campagnes de dénigrement de l'Union soviétique et de déstabilisation de dirigeants socialistes européens. Retraité de la politique, Antoine Pinay menait une seconde carrière pour la défense de l'apartheid en Afrique du Sud et de l'« Occident chrétien ».

page 2

Jusqu'où peut-on instrumentaliser les actes terroristes ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Dans une tribune publiée juste avant les attentats de Madrid, Jonathan Power appelle le gouvernement espagnol à résoudre enfin la question basque. Il souligne que José-Maria Aznar laisse pourrir ce conflit pour tirer les dividendes de la peur inspirée par l'ETA. L'actualité semble lui donner raison avec la désignation par le gouvernement Aznar de la culpabilité d'ETA dans les attentats de Madrid avant même que la moindre enquête n'ait eu le temps de commencer.

page 6

REPÈRE : 12 MARS 1974

Henry Ford, profiteur de guerre bilatéral

Le 12 mars 1974, aux États Unis, malgré une lutte acharnée des avocats de Ford Motors, une commission d'enquête du Sénat met à jour l'étendue de la participation de la firme à l'effort de guerre nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Détenant 70% du marché automobile en Allemagne avant-guerre, Ford - ainsi que General Motors - avait converti ses usines allemandes à la production militaire alors qu'elle refusait encore de le faire pour ses usines états-uniennes. En 1938, le PDG Henry Ford recevra à la demande personnelle d'Adolf Hitler la décoration de la Grande Croix de l'Aigle, tandis qu'une photo dédicacée de Ford trône dans le bureau du Führer à Munich. Pendant la guerre, les usines feront appel à la main d'œuvre des camps de concentration... ce qui n'empêchera pas l'entreprise de réclamer et de recevoir de la part du gouvernement US plus d'un million de dollars de compensation pour les dégâts occasionnés à l'une de ses usines, bombardée par l'aviation américaine. ■



LE GOLFE DE GUINÉE SUSCITE DES CONVOITISES

En juin 2003, Maria das Neves, Premier ministre de Sao Tome & Principe, déclarait après la découverte d'importantes ressources pétrolières au large de son pays : « Nous ferons preuve de transparence autant que possible dans nos transactions et ferons en sorte que les habitants de Sao Tome bénéficient directement de la richesse pétrolière de leur pays ». Moins d'un mois plus tard, son gouvernement était renversé. Immédiatement, le nouveau régime signait un accord avec les États-Unis pour la construction d'une base militaire destinée à la protection des intérêts pétroliers états-uniens dans le Golfe de Guinée. Le 7 mars 2004, 64 mercenaires ont été arrêtés au Zimbabwe. Ils s'apprêtaient à gagner la Guinée équatoriale, troisième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, pour y renverser le président Obiang Nguema Mbasogo. Selon les autorités d'Harare, l'un des prisonniers a avoué que son groupe était aidé par les services secrets britanniques (MI6), états-uniens (CIA) et espagnols. ■

Apartheid et anti-communisme

Les gentlemen du Cercle Pinay

Dans les années 70 et 80, un groupe informel de dirigeants des services secrets occidentaux se réunissait autour de l'ancien président du Conseil français, Antoine Pinay. Ce Cercle disposait de contacts avec les think tanks de l'époque et d'entrées dans la presse. Il organisa des campagnes de dénigrement de l'Union soviétique et de déstabilisation de dirigeants socialistes européens. Retraité de la politique, Antoine Pinay menait une seconde carrière pour la défense de l'apartheid en Afrique du Sud et de l' « Occident chrétien ».



En 1969, l'ancien président du Conseil Antoine Pinay, officiellement retiré de la vie politique, constitue un groupe de réflexion avec ses amis Jean Violet et Otto de Habsbourg : le Cercle. Les trois hommes ont en commun d'appartenir à l'Opus Dei, une organisation politico-religieuse, qui confond foi catholique et lutte contre le communisme.

Trois personnalités respectées

Né en 1891, Antoine Pinay fut élu député indépendant en 1936. Il vota les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, le 10 juillet 1940, et fut nommé peu après par le Chef de l'État français au Conseil national. Cependant, il joua habilement sur les deux tableaux à la fin de la Seconde Guerre mondiale et s'acheta une respectabilité ultérieure en fournissant de faux papiers à Geneviève De Gaulle. Ministre de nombreux gouvernements, à partir de 1948, il devient président du

Conseil du 6 mars au 23 décembre 1952. Pendant ces quelques mois, il inspire confiance à ses concitoyens en se présentant comme un Français moyen, un homme simple qui entend gérer le pays comme il gère les affaires de sa famille. Il parle ainsi de la « *Maison France* » comme ses successeurs parleront trente ans plus tard de l'« *Entreprise France* ». Il stabilise les prix en lançant un emprunt à capital garanti et en négociant avec la grande distribution. Sur le plan social, il met en place l'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation des salaires sur les prix. Par ailleurs, il se montre inflexible sur les questions coloniales en Tunisie et au Maroc. Surtout, il échoue à mettre en place la Communauté européenne de défense (CED) qui visait, avec le soutien de ministres allemands et italiens membres de l'Opus Dei, à intégrer plus avant les armées européennes dans l'OTAN. Par la suite, il participe à la fondation du Groupe de Bilderberg aux côtés de leaders de l'OTAN. Il facilite le coup d'État du 13 mai 1958, qui place Charles De Gaulle au pouvoir pour éradiquer le FLN en Algérie. Mais il n'accepte pas le revirement de De Gaulle lorsque celui-ci décide de donner son indépendance à l'Algérie. Il démissionne donc le 13 janvier 1960 pour se placer en alternative. En définitive, il renonce à se présenter à l'élection présidentielle de 1965 et ne revient jamais sur le devant de la scène politique française [1].

Étudiant en droit à l'époque du Front populaire, Jean Violet milite à l'extrême droite. Il participe au complot de la « Cagoule » d'Eugène Deloncle [2] dans lequel il est enrôlé sous le numéro 221 [3]. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il suit Deloncle dans sa dérive nazie. Il s'engage au sein du Mouvement social-révolutionnaire (MSR) et participe à la création de la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) [4]. À la Libération, il bénéficie de l'aide de l'Opus Dei, échappe à l'épuration et ne tarde pas à rejoindre les réseaux atlantistes. On ne sait trop à partir de quand, il sert d'officier de liaison entre les services secrets français et allemands, alors entièrement encadrés par la CIA. Il reçoit un salaire mensuel de 6 000 deutschmarks du général Gehlen [5]. Au début des années 70, il adhère à la Société du Mont-Pèlerin, dont il devient bientôt membre à vie. Ce think tank très select réunit la fine fleur des économistes ultra-libéraux [6]. Avocat au barreau de Paris, il mène une carrière d'homme de l'ombre dont il ne sortira, malgré lui, qu'à l'occasion de sa mise en cause dans une affaire rocambolesque de détournements de fonds publics, les « *avions renifleurs* ».

L'archiduc Otto de Habsbourg, prétendant à la couronne impériale d'Autriche-Hongrie, s'est imposé comme leader du monarchisme catholique en Europe. Il a créé à l'abri de l'Espagne franquiste le centre européen de documentation internationale (CEDI), qui organise chaque année un séminaire à l'Escorial pour les dirigeants opusiens du continent [7]. Il a également créé une Académie européenne de sciences politiques qui lui permet d'étendre son influence dans la droite non-catholique. Et a pris le contrôle du Mouvement européen de Richard de Koudenhove-Kalergi. En un mot, il exerce un magistère incontesté sur toutes les organisations européennes atlantistes.

Un groupe d'action inter-services

Les trois hommes invitent le gotha des services secrets et des politiciens anti-communistes à se joindre à eux lors de deux réunions annuelles et financent toutes sortes d'instituts et de revues. En quelques années le Cercle se trouve en

capacité de lancer « *des opérations de contre-subversion* » au sein des pays européens « *contaminés par l'idéologie communiste* ».

Parmi les participants réguliers du Cercle, on relève Giulio Andreotti (éternel ministre italien), le général Antonio de Spínola (chef des putschistes portugais), le colonel Botta (directeur des services suisses), William Colby (directeur de la CIA de 1973 à 1976), Stefano della Chiaie (chef d'un service secret italien), Nicholas Elliott (directeur du SIS/MI6 britannique), Alexandre de Marenche (chef du SDECE français de 1971 à 1981) [8], Alfredo Sanchez Bella (directeur des services espagnols), le général D. Stilwell (commandant de la DIA) et Franz Josef Strauss (ministre allemand de la Défense).



Le Cercle finance l'Institut pour l'étude des conflits (Institute for the Study of Conflicts - ISC) à Londres dirigé par Brian Crozier, par ailleurs patron de l'agence de presse du Congrès pour la liberté de la culture [9], Forum World Features [10]. Crozier est épaulé par le journaliste Robert Moss. L'institut édite une revue, *Le Monde des conflits*, dont la

réalisation technique est assurée par Georges

Albertini, un ancien Collaborateur devenu l'un des principaux agents de la CIA en France [11]

Une revue, *Le Monde moderne*, diffuse la pensée du Cercle. Elle est financée par les fonds secrets du BOSS, le service secret d'Afrique du Sud. Antoine Pinay prend à cette occasion la présidence du lobby de l'apartheid en France, l'Association des amitiés françaises des communautés sud-africaines (AFCA).

À titre d'exemple de fonctionnement de ce système, en 1972, le Cercle commande un rapport à l'Institut pour l'étude des conflits sur « *la sécurité européenne et le problème soviétique* ». Brian Crozier y dresse une description apocalyptique du péril rouge sur le point d'envahir l'Europe et de détruire sa civilisation. Maître Jean Violet se rend à la Maison-Blanche pour en remettre une copie au président Richard Nixon et au conseiller national de sécurité Henry Kissinger, ainsi qu'à l'Élysée pour le président George Pompidou. Le document est intégralement publié dans *Le Monde moderne*, il est diffusé par l'Académie européenne des sciences politiques et par le Congrès pour la liberté de la culture à leurs membres. Il se répand dans la presse par le biais de l'agence Forum World Features.

Le Cercle a également été mis en cause dans des opérations de déstabilisation du chancelier allemand Willy Brandt au profit de Franz Joseph Strauss [12], et contre le chancelier autrichien Bruno Kreisky et le Premier ministre suédois Olof Palme. Il a aussi joué un rôle dans la campagne de presse ayant favorisé l'ascension de Margaret Thatcher.

Dans les années 80, le Cercle Pinay devint le Cercle Violet dans la mesure où le président Antoine Pinay sombra progressivement dans la sénilité. On ignore s'il continua à fonctionner après la chute de l'URSS. La dernière réunion connue s'est tenue à Oman, en 1990. Le général Schwatzkopf, qui était en train de

déployer ses troupes dans la région pour l'opération Tempête du désert, y participa. De même, on ignore si Antoine Pinay, Jean Violet et l'archiduc Otto de Habsbourg étaient les dirigeants effectifs du Cercle ou simplement ses cautions. Dans ses mémoires, Alan Clark, secrétaire d'État à la défense du cabinet Thatcher, qui assista à diverses réunions, assure que le Cercle était un outil créé par la CIA. Antoine Pinay est décédé le 13 décembre 1994 à l'âge de 99 ans.

[1] Il exerce cependant la fonction de médiateur de la République, en 1973-74).

[2] Sur l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN) dite la Cagoule, on se reportera à notre enquête *Histoire secrète de l'Oréal* par Thierry Meyssan, reseauvoltaire.net, 3 mars 2004.

[3] Liste Dagore, archives privées

[4] V par Pierre Péan, (Fayard éd, 1984).

[5] Sur les réseaux Gehlen, lire se reporter à notre enquête *Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains* par Thierry Meyssan, reseauvoltaire.net, 20 août 2001.

[6] Lire notre enquête *Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme* par Denis Boneau, reseuoltaire.net, 4 mars 2004.

[7] Se reporter à « *L'Opus Dei et l'Europe : du recyclage des fascistes au contrôle des démocraties* » par Thierry Meyssan, *Maintenant*, 22 mars 1995

[8] Devant la Commission d'enquête parlementaire française sur l'affaire des avions renifleurs, Alexandre de Marenches prétendra avoir viré Jean Violet du SDECE dès sa prise de fonctions. C'était évidemment faux et avait pour but de protéger les services secrets des conséquences du scandale.

[9] Lire notre enquête *Quand la CIA finançait les intellectuels européens* par Denis Boneau, reseauvoltaire.net, 27 novembre 2003

[10] Cette agence, en marge de la revue *Encounter*, porta d'abord le nom de Forum Information Service.

[11] Voir « *L'Institut d'histoire sociale* », in *Note d'information du Réseau Voltaire*, 16 mars 1998

[12] Ces opérations firent effectivement tomber Brandt, mais ne suffirent pas à hisser Strauss à la Chancellerie.

Jusqu'où peut-on instrumentaliser les actes terroristes ?

Analyse

Jonathan Power de la Transnational Foundation suédoise appelle le gouvernement espagnol à résoudre enfin la question basque. Dans une tribune publiée par l'*International Herald Tribune* le matin du jour des attentats de Madrid, il souligne que le Parti populaire de José-Maria Aznar laisse pourrir ce conflit pour tirer les dividendes de la peur inspirée par l'ETA. Il lui semble même que la lutte contre le terrorisme est le seul argument dont dispose une équipe discréditée pour gagner les prochaines élections et qu'il en joue. L'actualité lui a donné manifestement raison avec la désignation par le gouvernement Aznar de la culpabilité d'ETA dans les attentats de Madrid avant même que la moindre enquête n'ait eu le temps de commencer, et avec la décision du Parti populaire de suspendre sa campagne électorale en signe de deuil.

Cependant la manipulation de la peur a ses limites. L'ancien conseiller de Bill Clinton, Sidney Blumenthal, analyse ainsi dans le *Guardian* la surprise des républicains face aux réactions négatives de l'opinion publique qui condamne la récupération électorale du 11 septembre. L'équipe Bush, qui n'a cessé d'instrumentaliser les attentats pour faire passer des lois réactionnaires croyait pouvoir aussi s'en servir pour se maintenir à la Maison-Blanche.

À défaut de répondre aux arguments des détracteurs du candidat Bush, Max Boot tente de les disqualifier dans le *Los Angeles Times*. Il relève que les fonctionnaires qui ont mis en cause les informations sur les armes de destruction massive sont engagés politiquement contre le président. Mais

pouvait-on penser qu'il en soit autrement ?

Frank J. Gaffney Jr. le coordinateur des faucons s'en prend plus violemment à l'épouse du candidat John Kerry, la milliardaire Teresa Heinz. Dans le *Washington Times*, il l'accuse de se comporter comme les Soviétiques et de financer toute sorte de groupuscules gauchistes et anti-américains.

Mikhaïl Gorbatchev analyse avec sang-froid les conséquences désastreuses de l'invasion de l'Irak par les États-Unis : le pays s'enfoncé dans la guerre civile et est menacé d'explosion. malheureusement, écrit-il dans *Clarín*, Washington se moque des conditions de vie des populations et ne s'intéresse qu'à l'installation d'une base militaire permanente dans le pays. L'ancien président russe joue les naïfs en donnant l'impression qu'il attend autre chose des grandes puissances que de les voir servir leurs propres intérêts.

Sur le même registre, Reginald Dale de la Hoover Institution exprime dans *l'International Herald Tribune* son inquiétude devant le jeu ambigu de Tony Blair. Il tente de créer un triumvirat avec la France et l'Allemagne pour gouverner l'Union européenne sans que l'on sache s'il entend arrimer l'Union à l'Alliance atlantique ou jouer sur deux tableaux.

Enfin, le député républicain Dana Rohrabacher plaide dans le *Washington Times* pour de nouveaux programmes spatiaux. Ils permettront à ne pas en douter de grandes découvertes scientifiques. Et accessoirement, ils apporteront des profits considérables grâce à l'énergie solaire et au tourisme pour milliardaire, des hypothèses dont il est permis de douter.

Réseau Voltaire

Jonathan Power



Jonathan Power est commentateur des relations internationales.

« Jouer la carte basque »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Playing the Basque card », Jonathan Power, *International Herald Tribune*, 11 mars 2004.

La menace terroriste du groupe séparatiste basque ETA est l'argument fort du **Parti populaire** dans les élections générales de dimanche. Bien que la population s'oppose à 90 % à l'alignement de **José-Maria Aznar** sur la politique étrangère de **George W. Bush** et sur l'envoi de troupes espagnoles en Irak, la population se tourne comme tout le monde vers la droite quand les terroristes frappent à la porte.

Contrairement à l'Irlande du Nord, il n'y a pas de trêve en cours au pays basque et l'ETA poursuit son action malgré une opposition croissante de la population basque qui pouvait se mesurer à l'érosion de Batasuna, son aile politique, avant son interdiction. Cependant, l'ETA conserve quand même des soutiens importants et n'a pas été vaincue. Les efforts joints des deux principaux partis

espagnols, le Parti populaire et le Parti socialiste, pour vaincre le courant indépendantiste n'ont pas fonctionné. Ils ont obtenu moins de voix cumulées aux dernières élections régionales que les autonomistes modérés du Parti nationaliste basque.

Le pays basque jouit déjà de beaucoup d'autonomie et est une région prospère. Le problème aurait pu être résolu depuis longtemps par la négociation.

Malheureusement, malgré les appels des nationalistes modérés, les Premiers ministres successifs d'Espagne ont toujours refusé avec arrogance de venir à la table des négociations ou de discuter de l'autodétermination. L'Irlande du Nord est un exemple à suivre pour l'Espagne et elle nous rappelle que les démocrates doivent savoir discuter avec les terroristes quand ils jouissent d'un soutien populaire.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne.

« La dilapidation du traumatisme du 11 septembre »

Source : The Guardian

Référence : « Squandering the trauma of September 11 », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 11 mars 2004.

George W. Bush s'est lancé dans une campagne publicitaire diffusée dans 16 États où il présente sa façon de voir l'histoire récente des États-Unis, avec des images de Ground Zero, de pompiers et le slogan : « Une direction ferme dans une période de changement ». Malheureusement pour lui, l'association internationale des pompiers a dénoncé ces spots et a révélé que les pompiers de la publicité étaient des acteurs. L'association des familles des victimes a condamné la campagne. **John Kerry** a rappelé que Bush avait sapé le travail de la commission d'enquête officielle sur le 11 septembre en lui refusant l'accès à des documents officiels et en interdisant que **Condoleezza Rice** ne témoigne en public avant d'interdire que son témoignage dure plus d'une heure. Alors que Bush avait affirmé qu'il ne ferait pas du 11 septembre un enjeu politique, cela n'a pas empêché un de ses partisans, le député républicain d'Oklahoma, **Tom Cole** d'affirmer que si Bush perdait l'élection, c'est Ben Laden qui la gagnerait. Malheureusement pour Bush, il ne peut pas débattre contre les pompiers et les familles des victimes et désormais une majorité d'Américains estime que ces images étaient inappropriées. La tournure des événements surprend les républicains qui ne s'attendaient pas à se trouver sur la défensive sur ce sujet. Aujourd'hui, 57 % des Américains estiment qu'il faut une « nouvelle direction » au pays. Il s'agit de la conséquence directe de la politique de Bush qui a profité du 11 septembre pour faire passer des mesures réactionnaires plutôt que de construire un consensus intérieur.

George Bush est désormais contraint à se lancer dans une campagne de dénigrement de son adversaire et cela le fait donc descendre de son piédestal présidentiel.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Les marginaux s'attaquent à Bush sur l'Irak »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Fringe Fires at Bush on Iraq », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 11 mars 2004.

La semaine dernière, **Ted Kennedy** a, comme à l'accoutumée, accusé **George W. Bush** d'avoir menti à des fins politique au sujet de l'Irak. Ce qu'il y avait de nouveau dans son exposé, c'est qu'il s'appuyait sur les propos de l'ex-lieutenant colonel des services de renseignement de l'armée de l'air Karen Kwiatkowski qui affirme que l'administration Bush a détourné les rapports des services de renseignement pour en faire de la propagande.

L'appui de cet ancien officier pourrait avoir du poids, si elle n'était pas par ailleurs engagée politiquement. En effet, elle publie ses articles dans *The American Conservative* de Buchanan et sur le site ultra libertarien **Lewrockwell.com** où elle dénonce les néo-conservateurs, dont moi-même, et où elle affirme que les États-Unis sont un État fasciste en devenir. Elle n'est pas la seule analyste à avoir une orientation politique marquée contre Bush.

Ainsi, l'ambassadeur **Joseph C. Wilson**, qui a accusé Bush d'avoir délibérément menti sur l'approvisionnement de l'Irak en uranium et dont on a appris plus tard l'appartenance de sa femme à la **CIA**, écrivait avant même déjà dans le journal gauchiste *The Nation* et est aujourd'hui un conseiller de **John Kerry**. De même, les anciens agents de la **CIA** membres du Veteran Intelligence Professionals for Sanity, souvent appelés à livrer leurs analyses dans les médias, publient leurs articles contre Bush dans **Counterpunch.Org**. Ce site, dirigé par Alexander Cockburn de *The Nation*, affirme dans un de ses articles que la seule différence entre Hitler et Bush est le talent oratoire.

Cela ne signifie pas que tout ce que disent ces personnes est faux. Cela signifie simplement qu'il faut garder en mémoire qui ils sont.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les

« Des mesures actives »

Source : Washington Times

Référence : « Active measures », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 10 mars 2004.

Il faudra bien peser les tempéraments des deux candidats lors de l'élection de novembre prochain afin de déterminer qui sera le meilleur commandant en chef. **John Kerry** a souvent voté de manière très libérale au Sénat dans les questions de sécurité et cela devrait être un sujet de préoccupation pour les

principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

Américains.

Un autre sujet de préoccupation devrait être les bénéficiaires de la philanthropie de l'épouse du candidat démocrate, la multimillionnaire **Teresa Heinz-Kerry**. La possible future première dame du pays contribue à deux fondations : la **Tides Foundation et le Tides Center**. La liste des bénéficiaires de leurs dons ressemble à un Who's who des organisations radicales gauchistes qui partagent une hostilité envers ce que les Américains considèrent comme leur intérêt en matière de sécurité. Ben Johnson de *Frontpage Magazine* a révélé que ces groupes sont les manifestants anti-guerre, anti commerce, des organisations islamistes, des groupes légaux défendant le terrorisme, des groupes environnementalistes, des partisans de l'avortement, des extrémistes homosexuels et des défenseurs de l'ouverture des frontières. C'est un de ces groupes « les familles du 11 septembre pour des lendemains de paix » qui a condamné la campagne publicitaire de **George W. Bush**.

Cette technique de financement de groupes aidant à la propagande était appelée « mesure active » par les Soviétiques. Les groupes financés par Mme Kerry font campagnes pour les thèmes défendus par le candidat et contre Bush. Ils vont aider Kerry et, s'il est élu président, il leur sera lié. S'il ne s'en désolidarise pas, alors il faudra considérer que ses prises de positions passées ne sont qu'une petite partie du problème qu'il pose.

Mikhail Gorbatchev



Mikhail Gorbatchev est l'ancien dirigeant de l'URSS, initiateur de la perestroïka et Prix Nobel de la paix en 1990.

« Les États-Unis agissent en Irak par pur égoïsme »

Source : Clarin

Référence : « Estados Unidos actúa en Irak a puro egoísmo », par Mikhail Gorbatchev, *Clarin*, 11 mars 2004.

La situation en Irak devient de plus en plus compliquée au point que l'envoyé spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a prévenu d'un réel danger de guerre civile. Cette mise en garde sonne comme une accusation contre ceux qui ont lancé cette attaque en dépit de la communauté internationale. Cette guerre a de graves conséquences, aussi bien pour les agresseurs que pour les agressés et pour toute la communauté internationale.

L'occupation coûte un milliard de dollars par mois aux États-Unis tandis que des civils et des militaires continuent de mourir. L'administration Bush est en train de payer le prix de ses erreurs politiques en perdant petit à petit son soutien intérieur. En raison du chaos qui y règne, l'Irak est devenu un incubateur de terroristes et on assiste à la désintégration de la société.

L'hypothèse d'une division du pays en trois entités (sunnite, chiite et kurde) a cessé d'être impossible et certains la jugent même souhaitable aux États-Unis. Une telle scission ne pourrait s'occasionner sans un bain de sang et un nettoyage ethnique. Il faut donc que l'Irak reste uni. Malheureusement, il est évident que les autorités états-uniennes ne sont pas à la hauteur de cette tâche. Elles vont se contenter de stabiliser tant bien que mal la situation jusqu'aux élections, avant d'installer un régime qui leur soit favorable et qui acceptera le

maintien de bases militaires états-uniennes sur son sol. Toute cette politique est menée avec un pur égoïsme.

Reginald Dale

Reginald Dale est rédacteur en chef de *European Affairs* et chercheur à la Hoover Institution.

« Allié états-unien et homme d'État européen »

Source : International Herald Tribune

Référence : « U.S. ally and European statesman ? », par Reginald Dale, *International Herald Tribune*, 11 mars 2004.

Les efforts de **Tony Blair** pour former un *triumvirat* en Europe avec la France et l'Allemagne n'ont pas suscité de réactions officielles de Washington, mais cela ne veut pas dire qu'on ne s'y intéresse pas aux États-Unis. À Washington, certains regardent avec anxiété son initiative et certains la voient même comme une trahison.

Ils craignent de voir le Royaume-Uni s'éloigner des États-Unis alors même que Washington considère que ce pays est la clé pour maintenir son influence en Europe. Or ce rapprochement intervient justement au moment où l'Union européenne lutte pour développer son influence dans le monde grâce à son poids économique, où elle tente d'unifier sa politique étrangère et de défense et où elle s'étend aux pays d'Europe de l'Est. La future direction que prendra l'Union européenne est un élément vital pour Washington alors que l'actuelle administration est bien plus hostile que ses prédécesseurs à une Europe politiquement intégrée, une vision partagée par la France et l'Allemagne, pas par le Royaume-Uni.

Il ne faut pas croire cependant que Blair épouse le principe du *triumvirat* uniquement pour promouvoir une Europe décentralisée, libérale et atlantiste. Il veut également se donner une stature européenne avant les élections et il peut apporter à l'Europe le poids militaire britannique. Le Royaume-Uni ne parviendra pas à s'intégrer totalement dans le couple franco-allemand, mais il peut travailler avec lui dans les domaines de la sécurité et de la politique étrangère. Le Royaume-Uni va s'efforcer de se positionner entre les États-Unis et l'Europe sans choisir réellement un camp.

Dana Rohrabacher



Ancien rédacteur des discours de Ronald Reagan, Dana Rohrabacher est député républicain de Californie depuis 1989 et président de la sous-commission de l'Espace et de l'aéronautique de la commission des Sciences de la Chambre des représentants.

« Pas simplement marcher sur la Lune »

Source : Washington Times

Référence : « Not just moonwalking », par Dana Rohrabacher, *Washington Times*, 11 mars 2004.

Notre engagement spatial est une source de fierté, de connaissance et de technologie. Aujourd'hui, il faut ouvrir l'espace. La NASA doit mener la conquête de la frontière spatiale et le secteur privé doit également jouer un rôle. Nos activités dans ce domaine doivent combiner les missions humaines, les explorations robotiques et les initiatives privées. Elles doivent d'abord nous mener à la Lune puis vers d'autres frontières et je remercie le président **George W. Bush** d'avoir défini des objectifs clairs pour la nation dans ce domaine. Notre programme spatial doit être restructuré pour installer une présence lunaire dans l'espace. Il faut pour cela travailler sur les technologies nécessaires aux installations lunaires et inciter fiscalement les entreprises à s'investir dans ces programmes. Si nous attendons trop, nous perdrons notre prééminence dans le domaine spatial, peut-être au profit des Chinois. Les avancées scientifiques que peut apporter une base lunaire sont considérables, tout comme les retombées financières grâce à l'énergie solaire que l'on peut obtenir de la Lune et au tourisme.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .